

# COLLECTIVITES & RURALITE

1905-2025  
120 années de Laïcité

Une lettre  
d'information  
dédiée au  
secteur public  
et à la ruralité

Tous les mois, le cabinet diffuse sa lettre d'information en mettant l'accent sur les sujets du moment. Brève et concise, cette lettre aborde également l'actualité législative et jurisprudentielle.

À l'occasion du 120ème anniversaire de la loi du 9 décembre 2025, la lettre d'information du mois de novembre est consacrée au principe de laïcité et son application aux collectivités territoriales.

## À la Une

### Les collectivités territoriales et le principe de laïcité

Le 9 décembre 1905, était promulguée la loi de séparation des Églises et de l'État qui a posé **les bases de la laïcité** en France : garantir la liberté de conscience, assurer la neutralité de l'État et garantir l'égalité de traitement entre toutes et tous.

Cent vingt ans plus tard, la laïcité reste un **fondement majeur du vivre-ensemble**.

Le principe de laïcité occupe une place centrale dans l'action des **collectivités territoriales**, qui doivent garantir l'égalité de tous les citoyens sans distinction de religion et assurer la liberté de conscience dans le respect de l'ordre public.

La laïcité dans les collectivités territoriales s'articule autour d'un **double impératif** : garantir un service public neutre et impartial, tout en préservant la liberté de conscience de chacun. Face aux situations concrètes auxquelles sont confrontés élus et agents, le respect de ce principe nécessite une compréhension fine du droit applicable et une vigilance constante afin d'assurer la cohésion sociale et le vivre-ensemble au niveau local.

### 1 - La neutralité des agents publics : un principe strict pour les agents

Les agents des collectivités territoriales – y compris ceux employés par des organismes privés participant à une mission de service public – doivent respecter une obligation de neutralité religieuse absolue. Ils ne peuvent donc manifester leurs convictions par des signes ou attitudes, quelles que soient leurs fonctions.

### 2 - Les élus locaux : une obligation de neutralité uniquement lorsqu'ils agissent en qualité d'OPJ ou d'officier d'état civil

Contrairement aux agents, les élus ne sont pas soumis à une obligation générale de neutralité.

Toutefois, lorsqu'ils exercent une mission de service public, comme les officiers d'état civil célébrant des mariages, les élus sont soumis aux mêmes obligations que les agents. Le Conseil constitutionnel l'a rappelé en 2013 : ils doivent garantir la neutralité du service public de l'état civil et appliquer la loi, indépendamment de leurs convictions personnelles.

### 3 - La neutralité des bâtiments publics : l'interdiction d'élever ou d'apposer un signe, un emblème religieux sur les emplacements ou monuments publics

L'article 28 de la loi du 9 décembre 1905 interdit l'apposition de tout signe religieux sur les édifices publics, sauf exceptions strictement définies (édifices culturels, cimetières, musées).

Cette disposition a donné lieu à une jurisprudence fournie, notamment à propos de l'installation de crèches de la nativité dans les bâtiments publics.

### 4 - L'expression religieuse des usagers : une liberté sous condition

À la différence des agents, les usagers conservent une liberté d'expression religieuse, notamment par le port de signes ou tenues. Cette liberté connaît cependant deux limites :

- le maintien de l'ordre public ;
- le bon fonctionnement du service.

La loi du 15 mars 2004 interdit par ailleurs le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics.

## Le mot du cabinet

Une attention particulière doit être portée par la collectivité. L'attribution d'une subvention est envisageable si :

- le projet n'est pas cultuel ;
- il existe un intérêt public local ;
- la subvention est fléchée et contrôlée ;
- le financement ne profite pas indirectement au culte ;
- l'aide vise un équipement culturel, touristique, patrimonial ou social, ou concerne la réparation d'un édifice culturel.

### 5 - Relations entre collectivités et cultes : un encadrement strict

Le principe « la République ne subventionne aucun culte » connaît des exceptions limitées, strictement contrôlées par le juge.

Les collectivités peuvent attribuer des aides indirectes qui sont susceptibles de prendre les formes suivantes :

- des **baux emphytéotiques administratifs** pour permettre à une association culturelle d'utiliser un édifice ;
- des **garanties d'emprunt** pour la construction d'un édifice du culte dans des zones en développement.

Ces mécanismes sont admis car ils ne constituent pas des subventions directes et répondent à un **intérêt public local**.

Les aides directes ont pu également être admises par la jurisprudence dès lors qu'existe un intérêt public local. À titre d'exemple, la jurisprudence a admis l'attribution d'une subvention à la Fondation Fourvière pour la participation au financement de travaux de construction d'un ascenseur destiné à faciliter l'accès des personnes à mobilité réduite à la basilique de Fourvière (CE 19 juill. 2011 n°308817).